



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



19093-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.515/9(SPEC.)
15 juillet 1991

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

Atelier sur l'industrialisation
dans les pays les moins avancés:
vers un plan d'action industriel

Vienne, 19-23 août 1991

L'INDUSTRIALISATION DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES:

DOCUMENT THEMATIQUE*

Etabli par

le Secrétariat de l'ONUDI

* Les appellations employées dans ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

PREFACE

Pour donner suite à la Déclaration de Paris et au Programme d'action adoptés par la deuxième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), tenue à Paris du 3 au 14 septembre 1990, l'ONUDI organise, avec l'appui financier du gouvernement italien, un Atelier sur l'industrialisation dans les pays les moins avancés. Le but de cet atelier est de dresser un état de l'industrie et d'analyser certaines questions clés du développement industriel dans les PMA, en vue de rédiger des recommandations relatives à un plan d'action industriel pour les PMA qui sera soumis à la quatrième session de la Conférence générale de l'ONUDI en novembre 1991.

Un certain nombre de documents de référence ont été établis pour l'atelier et le plan d'action industriel. Ils portent sur l'état de l'industrie dans les PMA, les politiques industrielles, les liens entre l'industrie manufacturière et d'autres secteurs de l'économie, la petite industrialisation rurale, la formation de chefs d'entreprises industrielles, la coordination de l'aide, le rôle potentiel de l'aide publique au développement (APD) dans les autres secteurs pour stimuler l'industrie, et la promotion de mesures internationales de soutien.

Le présent document vise à fournir à l'atelier un cadre de discussion sur les principales questions qu'abordera le plan d'action industriel. Il a pour but de stimuler un débat sur certains questions clés du développement industriel dans les PMA, au cours duquel pourront être recueillies les vues, les préoccupations prioritaires et les conclusions des participants. Les documents de référence, comme on peut le voir d'après la liste, ne couvrent pas eux-mêmes tous les problèmes possibles liés au développement industriel des PMA, encore que certaines questions fondamentales puissent être considérées comme étant largement traitées. De même, le présent document thématique a dû faire des choix dans les domaines qu'il examine. Il n'a pas pour but de remplacer les documents de référence et les conclusions auxquelles ils aboutissent, et encore moins de se substituer aux opinions et à l'expérience des participants à l'atelier venant des pays les moins avancés. Ces remarques faites, il faut espérer néanmoins que ce document contribuera utilement à orienter les discussions sur certains domaines importants du débat.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. LE CONTEXTE MONDIAL DE L'INDUSTRIALISATION DES PMA	1
2. LE ROLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES PMA	2
3. POLITIQUES INDUSTRIELLES	3
4. INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT	5
5. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES	7
6. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL RURAL ET ESPRIT D'ENTREPRISE LOCAL	9
7. LIENS DE L'INDUSTRIE AVEC LES AUTRES SECTEURS ECONOMIQUES	10
8. COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT	11
9. RESUME ET CONCLUSIONS	12

I. LE CONTEXTE MONDIAL DE L'INDUSTRIALISATION DES PMA^{1/}

Le développement socio-économique des pays les moins avancés (PMA) se heurte à de nombreux obstacles internes bien connus, qui sont: la médiocrité des infrastructures et des communications, l'insuffisance des services sanitaires et éducatifs, la rareté et le manque de fiabilité des approvisionnements énergétiques, et l'insuffisance des services agricoles et industriels, à quoi s'ajoute une capacité institutionnelle et administrative de développement généralement faible. Souvent, les progrès s'essouffent ou sont réduits à néant par l'agitation civile et des catastrophes naturelles. Des cercles vicieux de la pauvreté s'instaurent dans nombre de ces pays, où la misère la plus extrême, dans les zones rurales, peut conduire à la détérioration de l'environnement par suite de mauvaises pratiques agricoles, ou bien à une urbanisation rapide, du fait de l'exode rural.

Plusieurs incertitudes à l'égard de l'environnement économique international viennent compliquer la situation déjà précaire du développement des PMA: évolution des caractéristiques de la concurrence internationale; modification géographique et de la composition par produits des échanges; changements dans les déterminants et l'ampleur des flux d'investissements étrangers directs et des flux financiers; mise au point de technologies nouvelles se traduisant par des nouveaux procédés de production et des besoins en compétences nouvelles; développement de partenariats et d'accords industriels stratégiques par-delà les frontières nationales; constitution de nouveaux blocs d'échanges régionaux; et incertitudes entourant les taux de change et les prix des matières premières.

Les pays en développement en général, et les pays les moins avancés en particulier, sont à la périphérie du commerce international et du processus de développement. La part des PMA dans les exportations mondiales n'a représenté que 0,3 pour cent en 1988, contre 1,4 pour cent en 1960. Les trois cinquièmes des échanges mondiaux s'effectuent entre trois grands blocs, à savoir l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie/Pacifique. Presque tous les programmes importants à l'échelle mondiale en matière de R-D, de technologie, d'investissement et de commercialisation ont pour origine ces blocs. De plus, les flux d'investissements étrangers directs ont tendance à se concentrer plus que par le passé dans les pays d'accueil de l'OCDE ainsi que dans les pays en développement les plus avancés. Il y a un risque de renforcement de la marginalisation des PMA. Les efforts déployés par ces pays pour remédier à cette situation seront limités en partie par la lourde charge qu'imposent les obligations du service de la dette et les faibles taux d'épargne intérieure, et en partie par des contraintes inhérentes au marché et à l'infrastructure.

L'état de l'économie mondiale et la situation des PMA soulève donc les questions suivantes, qui méritent de retenir toute l'attention, bien qu'il ne soit pas possible de leur apporter de réponses simples:

^{1/} Voir plus particulièrement le document "Etat de l'industrie dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/7 (SPEC.))".

Quelles sont les prévisions en ce qui concerne l'ampleur et les caractéristiques de la croissance économique mondiale dans les années à venir, et quelles en seront les conséquences pour les PMA?

Etant donné la marginalisation des PMA dans l'économie mondiale, quelles tendances des échanges, de l'investissement et de l'organisation de la production revêtent pour ces pays le plus d'importance, et quels sont les éléments moteurs de ces tendances?

Quelles sont les perspectives d'expansion des exportations de produits manufacturés des PMA sur les marchés mondiaux, et quelles politiques et mesures ces pays pourraient-ils prendre au niveau national pour les concrétiser?

Quelles sont les implications des tendances internationales en matière de technologie (automatisation, biotechnologie, nouveaux matériaux) pour les PMA?

Quelles nouvelles mesures internationales de soutien peuvent être nécessaires pour aider les PMA à développer des moyens technologiques nationaux et à absorber les moyens technologiques externes?

Quelles nouvelles initiatives peuvent être imaginées pour la coopération entre pays en développement pour le développement technologique et le transfert de technologies?

2. LE ROLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES PMA^{2/}

L'industrialisation est un élément indispensable de la croissance et du développement socio-économique en général. L'industrie est capable de produire une grande diversité de biens de consommation et de nombreux biens intermédiaires et biens d'équipement pour les autres branches de l'économie telles que l'agriculture, l'extraction minière, la construction et les services d'utilité publique, ainsi que le matériel dont ont besoin les diverses industries manufacturières elles-mêmes. L'industrie est également capable de créer, directement et indirectement, de nombreux emplois, et elle est le secteur le plus dynamique de l'économie pour ce qui est d'engendrer et de diffuser les changements technologiques. Le transfert de la main d'oeuvre et d'autres ressources du secteur primaire à faible productivité vers le secteur manufacturier à haute productivité (processus qui assure et accroît les revenus des ménages et crée une demande effective de biens manufacturés, de services, etc.), ainsi que la création et la promotion de liens entre le secteur manufacturier, l'agriculture, l'extraction minière, etc., sont quelques-unes des conditions à remplir si l'on veut élever les niveaux de vie par un processus de croissance dynamique. Toutefois, le potentiel d'industrialisation n'est évidemment pas le même dans tous les PMA. Il est

^{2/} Voir plus particulièrement le document "Etat de l'industrie dans les pays le moins avancés (PMA) (ID/WG.515/7 (SPEC.))".

déterminé, entre autres, par la taille et l'accessibilité du marché et par les ressources naturelles et humaines, éléments qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Le potentiel global de développement industriel ne peut être réalisé pleinement que par des stratégies et des politiques nationales spécifiques, variables par leur ampleur, leur portée, et leur calendrier de mise en oeuvre.

Individuellement et collectivement, les PMA sont loin des gains d'industrialisation attendus ou possibles dont il vient d'être question. La production manufacturière, dans la plupart d'entre eux, est dominée par l'industrie des biens de consommation (produits alimentaires, boissons, tabac, etc.), qui représentent plus de la moitié du total. La production et/ou l'importation de ces biens est en général particulièrement tributaire de l'existence de flux d'aide au développement et d'aide à des projets.

Il est nécessaire de réévaluer de façon critique les modalités actuelles du développement industriel et de la croissance dans les différents PMA et de trouver de nouvelles options sur lesquelles pourraient se fonder les efforts spécifiques d'aide au développement. Parmi les questions critiques pour une telle évaluation figurent les suivantes:

Quelles sont les voies les plus prometteuses de la diversification industrielle dans différents types de PMA?

Dans quelles branches industrielles et par quelles mesures particulières les PMA peuvent-ils être intégrés plus étroitement à la division internationale du travail?

Comment est-il possible de réduire progressivement la forte dépendance de la production industrielle des PMA à l'égard des importations?

Quel type de développement industriel contribuerait le mieux à atteindre les objectifs d'élimination de la pauvreté et de création d'emplois?

Quels arbitrages cruciaux doivent être pris en considération?

3. POLITIQUES INDUSTRIELLES^{3/}

La formulation de politiques industrielles efficaces demeure l'une des grandes questions de l'industrialisation des PMA. La croissance industrielle présuppose un environnement institutionnel, technologique et informationnel efficace, permettant une répartition rationnelle des ressources au sein du secteur industriel, ainsi que l'encouragement de transformations structurelles en réponse aux tendances externes et internes. Si des réformes macro-économiques sont essentielles pour créer un tel cadre, elles ne suffisent pas pour remédier aux insuffisances structurelles telles que le manque d'entrepreneurs locaux, les technologies dépassées, l'insuffisance de formation des gestionnaires et des techniciens, pour ne citer que quelques

^{3/} Voir plus particulièrement le document "Politiques industrielles dans les pays les moins avancés: principaux défis (ID/WG.515/2(SPEC.))".

exemplas. De toute évidence, une politique industrielle ciblée et des mesures spécifiques s'imposent pour remédier aux faiblesses structurelles au niveau de l'industrie et au niveau des entreprises.

Une question fondamentale soulevée par la vague de réorientations des politiques industrielles que l'on observe actuellement à travers le monde est celle du rôle de l'Etat. On s'accorde de plus en plus à considérer que l'Etat devrait contribuer à instaurer un "environnement favorable" à la croissance de l'industrie et des autres secteurs. Les programmes de privatisation figurent en bonne place parmi les préoccupations de nombreux PMA. Etant donné que la situation de ces derniers se caractérise par la rareté des ressources, l'absence de système financier élaboré, une industrie dominée depuis longtemps par le secteur public, et un nombre restreint de chefs d'entreprise locaux dans le secteur privé, c'est là un immense défi. Pour lancer un processus de privatisation qui ait des chances de réussir, les gouvernements des PMA doivent évaluer avec réalisme les principaux problèmes qui se posent et les moyens dont ils ont besoin pour les résoudre - qu'il s'agisse des initiatives que devraient prendre les pouvoirs publics, du soutien financier et institutionnel, de la promotion des investissements ou des besoins en ressources humaines.

En dehors des efforts à déployer pour réduire le contrôle direct de l'Etat sur le développement industriel et conférer un plus grand rôle au secteur privé, il reste à déterminer sur quels secteurs devraient être concentrées les maigres ressources disponibles pour l'investissement.

Les gouvernements devraient-ils s'en tenir à créer une infrastructure et un "environnement favorable" pour l'industrie, ou bien devraient-ils s'attacher à promouvoir des branches d'activité industrielle particulières? Dans ce cas, comment ces branches devraient-elles être choisies?

L'utilisation prioritaire des ressources naturelles disponibles (agriculture, foresterie, minéraux) reste-t-elle une approche valable pour les PMA, ou bien pourrait-on concevoir d'autres domaines prioritaires pour les stratégies industrielles des années 90?

Les efforts de modernisation de l'industrie revêtent une importance fondamentale dans de nombreux PMA. Le concept de modernisation de l'industrie doit toutefois être élargi de façon à intégrer la compréhension des forces et des problèmes macro-économiques au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise. Il faut déterminer les meilleurs moyens d'y parvenir dans la pratique et trouver comment mobiliser et combiner l'aide internationale à cette fin.

Comment s'assurer que des programmes de privatisation et de modernisation sont poursuivis de façon intégrée et dans un ordre approprié?

Par quels mécanismes la technologie et les compétences en matière de gestion étrangères peuvent-elles être mises au service des efforts de modernisation?

Quel rôle doivent jouer à cet égard les institutions de financement du développement, compte tenu en particulier de l'absence générale de marchés des capitaux?

Il a été démontré que la décentralisation de la prise de décision économique et une approche régionale du développement industriel pouvaient favoriser le développement rural et permettre d'atteindre les objectifs d'efficacité et d'équité. Il se pose la question des conséquences qui en résultent pour les pouvoirs publics et sur le plan institutionnel, et l'on peut se demander en particulier le rôle que les conseils de développement régional peuvent jouer dans un tel processus.

Comment les politiques suivies dans des domaines tels que l'infrastructure, la valorisation des ressources humaines, les finances, etc., peuvent-elles être décentralisées de manière à appuyer le développement industriel de sous-secteurs clés dans différentes régions?

Quels sont les besoins de réorganisation des mécanismes institutionnels et quels conflits potentiels doivent être pris en considération dans un tel processus?

Quels critères devraient guider le choix des pôles de croissance régionaux et quel type de soutien analytique est nécessaire pour faire ce choix?

Comment la coopération internationale peut-elle être amenée plus énergiquement que par le passé à favoriser le développement régional?

Dans les pays industrialisés avancés, l'information industrielle est publiée par des bulletins, des magazines professionnels et techniques, des lettres d'information, les moyens de communication de masse, des rapports sommaires, etc. Mais dans les PMA, de telles publications, ou bien n'existent pas, ou bien sont d'une diffusion très restreinte. L'information sur la technologie, les marchés, la structure de la consommation et de la production, les innovations, les sources de financement, etc., n'atteignent pas l'entrepreneur ou le consommateur, et n'est pas disponible non plus pour la planification du développement et la coordination de l'aide.

Comment les flux d'information peuvent-ils être améliorés? Des mesures d'ordre général (telles que libre circulation des médias) sont-elles suffisantes, ou bien est-il nécessaire de prendre des mesures institutionnelles particulières?

4. INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT^{4/}

L'investissement étranger direct peut jouer un rôle important dans l'industrialisation des PMA, aussi bien comme investissement nouveau que comme investissement lié à la modernisation des capacités de production existantes. La plupart des PMA se sont énergiquement employés récemment à attirer des flux croissants d'investissement étranger direct et ont mis en place un cadre juridique, administratif, ainsi qu'un système d'incitations favorables. Ils espèrent qu'une augmentation de ces flux leur apportera non seulement des

^{4/} Voir plus particulièrement le document "Politiques industrielles dans les pays les moins avancés: principaux défis (ID/WG.515/2(SPEC.))".

investissements productifs, mais aussi des technologies nouvelles, des compétences en matière de gestion et l'accès aux marchés d'exportation.

Il est clair toutefois que pour attirer et absorber l'investissement étranger direct, il est nécessaire de mettre en place une infrastructure et des services humains et matériels complémentaires. Les éléments fondamentaux à cet égard sont l'existence d'un pool local d'entrepreneurs, de compétences, et d'industries et services d'appui, tels que banques, moyens de transport et de communication. Cela suppose des investissements importants sur une longue période et constitue donc un immense défi compte tenu des ressources limitées dont disposent les PMA. Néanmoins, il est indispensable de s'orienter progressivement dans cette direction, au lieu d'espérer - ce qui serait irréaliste - la fourniture de stimulants financiers à l'investissement. Si les PMA réussissent à attirer un surcroît, même modeste, d'investissements directs étrangers dans des domaines sélectionnés, cela aidera peut-être à mettre en place de nouvelles capacités industrielles et de constituer une incitation pour des flux d'investissement ultérieurs. Il faut examiner comment de tels réseaux de soutien des infrastructures et des services pour l'investissement étranger direct peuvent être créés, et quel rôle la coopération internationale peut jouer à cet égard.

Certaines des principales questions qui se posent sont les suivantes:

Par quels autres moyens que les codes d'investissement et les stimulants à l'investissement - dont le rôle est souvent surestimé - les PMA peuvent-ils créer un climat favorable pour attirer l'investissement étranger direct? L'aide internationale peut-elle contribuer à créer l'infrastructure institutionnelle nécessaire?

Les petites et moyennes entreprises (PME) de certains pays en développement, notamment dans la région Asie du Sud-Est, ont joué un rôle croissant ces dernières années dans l'apport d'investissements étrangers directs. Elles se caractérisent par une grande souplesse, des technologies à intensité de main d'oeuvre relativement élevée, une plus grande adaptabilité aux conditions économiques locales, une capacité de desservir de petites collectivités, etc. Comment les PMA peuvent-ils attirer des investissements étrangers directs en faisant spécifiquement appel aux petites et moyennes entreprises? Quel rôle les institutions nationales de financement du développement peuvent-elles jouer dans de telles initiatives?

Etant donné que l'exiguïté des marchés nationaux, dans la plupart des PMA, risque d'avoir un effet fortement dissuasif sur l'investissement étranger direct, la coopération régionale pourrait aider à surmonter cet obstacle. Quelles sont les perspectives et les contraintes d'une telle coopération dans les différentes régions? Quelles mesures spéciales peuvent être nécessaires?

L'importance d'un secteur bancaire et de marchés des capitaux efficaces pour l'obtention de capitaux intérieurs venant compléter l'investissement étranger direct est largement reconnue. Quelles sont l'expérience et la perception des différents pays les moins avancés à cet égard?

Dans quelle mesure les PMA peuvent-ils se montrer sélectifs pour attirer l'investissement étranger direct? Peuvent-ils chercher activement et promouvoir certains types particuliers seulement d'investissement

étranger direct (vers des branches particulières ou des technologies particulières, etc.) et comment ceux-ci devraient-ils être déterminés en fonction des objectifs nationaux de développement?

5. VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES^{5/}

En général, les PMA manquent cruellement de la main d'oeuvre qualifiée dont ils auraient besoin pour le développement industriel. La formation et l'enseignement, en particulier l'enseignement supérieur, ont été dans la plupart des cas insuffisants pour faire face à la demande croissante de compétences de l'industrie moderne. Il faut faire en sorte que l'enseignement secondaire et tertiaire ainsi que la formation professionnelle répondent beaucoup mieux aux besoins de l'industrie, d'autant que l'industrialisation future va de plus en plus s'appuyer sur un secteur privé et sur un développement à petite échelle opérant dans un environnement économique plus concurrentiel. Dans l'enseigneemt technique, il faut à la fois développer les qualifications de base et introduire une plus grande souplesse pour faire face à l'accélération de l'évolution technologique et des structures industrielles. Par exemple, des compétences dans les domaines de la maintenance et de l'organisation de la production sont indispensables pour assurer une capacité d'ajustement, réduire les stocks de pièces détachées, assurer le contrôle de la qualité, etc. Il faut aussi des cadres de sécurité sociale et juridique encourageant la mobilité des travailleurs et, par là-même, la diffusion des compétences et l'acquisition de nouvelles qualifications, ainsi que l'accès aux connaissances. L'évaluation des besoins de développement des ressources humaines est compliquée par le fait que les statistiques officielles sur la structure des compétences professionnelles par branche industrielle sont souvent inexistantes ou insuffisantes. Parmi les questions liées à la valorisation des ressources humaines qui se posent dans l'industrie, les points suivants semblent particulièrement importants:

- L'amélioration et le développement de la qualité des ressources humaines pour l'industrie devraient faire partie intégrante des politiques industrielles.

Comment peut-on élaborer un cadre conceptuel pour la valorisation des ressources humaines dans l'industrie, fixer des objectifs quantitatifs/qualitatifs à cette valorisation et les appliquer au macro-niveau, au niveau sectoriel, au niveau de la branche industrielle et au niveau de l'entreprise?

Quelle forme de mécanisme de coordination rapprocherait la formation professionnelle de la demande de l'industrie, par exemple la participation d'associations professionnelles du secteur privé à la conception, à la mise en oeuvre et au suivi de politiques des ressources humaines et de programmes de formation?

^{5/} Voir plus particulièrement le document "La formation à la gestion industrielle dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/6(SPEC.))".

Quel type de mesures financières pourrait faciliter le partage des coûts de la formation entre l'industrie et le gouvernement?

Quelles sont les priorités en matière de formation/recyclage du point de vue des compétences et/ou des catégories professionnelles, du fait de la remise en état et de la modernisation du secteur public?

Comment le besoin perçu de formation de dirigeants industriels peut-il être pris en compte dans les politiques de restructuration et de privatisation?

Que faut-il faire pour que l'aide à la formation devienne partie intégrante de programmes financiers destinés à promouvoir/aider les petites et moyennes entreprises dans les zones urbaines et rurales?

- Le contenu des programmes de formation doit refléter le changement des tendances de la production manufacturière qui accompagne la mondialisation du commerce international et le développement technologique.

Quelle est l'ampleur de l'impact de l'évolution technologique dans les pays développés en termes de restructuration de la main d'oeuvre et de besoins de compétences dans les PMA?

Comment ces besoins peuvent-ils être satisfaits par un partage des domaines de responsabilité entre le secteur public et le secteur privé en ce qui concerne l'enseignement de type traditionnel, la formation professionnelle, la recherche et le développement, et la formation en cours d'emploi?

Dans quels domaines de la formation la coopération sous-régionale et régionale serait-elle réaliste et aurait-elle le maximum d'efficacité?

- Les programmes de valorisation des ressources humaines pour l'industrie devraient être considérés comme un domaine prioritaire de la coopération internationale.

Quel type de mesures économiques et financières obligerait les investisseurs étrangers à effectuer des transferts de technologie compatibles avec les objectifs nationaux de développement de capacités technologiques?

De quelle manière l'ONUDI peut-elle accroître et mieux orienter son aide à la formulation et à la mise en oeuvre d'un cadre d'action permettant d'intégrer la valorisation des ressources humaines dans des stratégies industrielles?

Dans quels domaines de la formation pour l'industrie et les secteurs connexes la contribution de l'ONUDI, par rapport à celle d'autres dispensateurs d'aide, peut-elle être la plus efficace?

Quel rôle l'ONUDI devrait-elle jouer dans la coordination de la valorisation des ressources humaines pour les activités industrielles au sein du système des Nations Unies?

6. LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL RURAL ET L'ESPRIT D'ENTREPRISE LOCAL^{6/}

Du fait que la majorité de la population, dans la plupart des PMA, vit dans une zone rurale, le développement rural est un aspect important de la politique industrielle en vue d'accroître la production agricole et la production d'articles manufacturés. Il peut également contribuer à créer des emplois, à améliorer la répartition des revenus et à réduire la migration des campagnes vers les villes ainsi que leurs conséquences désagréables à la fois pour l'économie rurale et l'économie urbaine des PMA. La promotion de l'esprit d'entreprise local, étroitement liée au développement industriel rural et à l'industrialisation en général, doit retenir l'attention en priorité. Le faible niveau d'industrialisation met en lumière l'importance de la petite et moyenne industrie et la nécessité d'encourager les activités des entrepreneurs locaux.

Mais faire naître un esprit d'entreprise et aider les entrepreneurs locaux est rarement facile. Il faudra envisager sérieusement un processus systématique de repérage et de formation des chefs d'entreprises potentiels pour assurer la croissance industrielle dans les PMA. Il sera peut-être même nécessaire, dans une certaine mesure, de choisir entre la promotion des entrepreneurs et la promotion des projets. Parmi les nombreuses questions méritant de retenir l'attention figurent les suivantes:

Quels sont les effets et les faiblesses des cadres macro-économiques et réglementaires actuels dans les PMA pour ce qui est du développement de l'esprit d'entreprise local?

Quels sont les coûts et les avantages de la création de zones industrielles rurales ou de "grappes" d'entreprises rurales, et dans quelles mesures celles-ci devraient-elles être encouragées?

Quelles sont les effets d'entraînement possibles et les perspectives de sous-traitance entre les petites entreprises industrielles urbaines et les petites entreprises rurales?

Pour ce qui est de la fourniture de crédit aux petites entreprises rurales, quelles sont les principales sources, contraintes et perspectives, et quels sont les moyens les plus efficaces et les plus appropriés d'accorder ces crédits: par le biais de banques commerciales, ou par des organisations bénévoles agissant comme intermédiaires, etc.?

Quelles sont les perspectives de doter en fonds propres les petites entreprises par l'intermédiaire de l'aide internationale et quels mécanismes permettraient de le faire?

^{6/} Voir plus particulièrement les documents "L'encouragement des petites industries rurales dans les pays en développement (ID/WG.515/4(SPEC.))", "La formation à la gestion industrielle dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/6(SPEC.))", et "Politiques industrielles dans les pays les moins avancés: principaux défis (ID/WG.515/2(SPEC.))"

Faudrait-il intégrer des services de crédit aux autres services fournis aux entrepreneurs locaux? Dans l'affirmative, comment les choses pourraient-elles être coordonnées?

Quel niveau d'assistance technique est souhaitable dans des domaines tels que la comptabilité, la gestion des stocks, les qualifications professionnelles, etc. afin d'améliorer et de promouvoir les capacités de chef d'entreprise?

Comment les politiques et mesures destinées à encourager l'industrie rurale pourraient-elles prendre en compte le rôle spécifique et le potentiel des femmes?

Quel est le meilleur moyen d'aider les entrepreneurs à choisir et à acquérir les technologies appropriées pour la production industrielle?

Quel est et quel pourrait être le rôle des organismes d'information dans le développement des compétences en matière d'administration des entreprises et de gestion, en particulier dans les zones rurales?

La création de Sociétés de développement régional pourrait-elle aider à la création de nouvelles industries rurales et à l'expansion de celles qui existent?

7. LIENS DE L'INDUSTRIE AVEC LES AUTRES SECTEURS ECONOMIQUES^{2/}

Une stratégie d'industrialisation viable pour les PMA devra être associée au développement complémentaire d'autres secteurs économiques, en particulier de ceux dont dépend spécialement la croissance industrielle, comme l'infrastructure, les télécommunications, et le secteur des services industriels. De plus, l'élargissement et l'approfondissement des liens avec l'agriculture locale sont peut-être les seules options sectorielles réalistes pour un grand nombre, sinon pour la majorité, des PMA, du moins à court terme. Dans le secteur manufacturier lui-même, il y aura aussi des possibilités de renforcer la base industrielle nationale par la sous-traitance, le développement des activités de transformation ajoutant de la valeur, l'expansion des activités d'emballage, les liens avec le secteur informel, etc. Dans le passé, beaucoup de PMA n'ont pas exploité pleinement les effets d'entraînement potentiels: il y a souvent eu création de grandes industries qui n'ont pas engendré d'effets d'entraînement et n'ont pas non plus été explicitement encouragées à le faire. La question des modalités de promotion de liens de l'industrie avec d'autres secteurs économiques au sein des PMA et entre les PMA est donc une question fondamentale du développement industriel.

Dans la plupart des PMA, une faiblesse importante empêchant le développement d'effets d'entraînement et la compétitivité industrielle

^{2/} Voir plus particulièrement le document "Liens entre l'industrie manufacturière et les autres secteurs de l'économie dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/1(SPEC))".

est l'absence d'institutions de soutien, c'est-à-dire d'institutions s'occupant des normes industrielles, des essais, de l'aide à l'exportation, de l'assurance de la qualité, de la conception, de la formation, de l'acquisition, la diffusion et l'adoption de technologies, du financement, de la recherche et des services de vulgarisation. Quelles priorités peuvent être fixées? Quel est le rôle de la coopération régionale? Les institutions du secteur privé devraient-elles être encouragées à prendre l'initiative de fournir certains de ces services?

A l'intérieur du secteur industriel, il existe peu de liens entre les industries du secteur public et celles du secteur privé, et entre les grandes et les petites industries. Quels mécanismes pourraient renforcer ces liens? Dans quels domaines des possibilités d'accords de sous-traitance pourraient-ils être trouvés? Quel est le rôle à cet égard des pratiques en matière de passation de marchés publics?

8. COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT^{8/}

Le problème de la coordination de l'aide a été abordé par la communauté internationale à plusieurs niveaux. Etant donné l'importance primordiale que revêt l'APD dans de nombreux PMA, et la faible proportion de cette aide qui est consacrée directement au développement industriel, la question de la coordination de l'aide ne consiste pas seulement à éviter les chevauchements et la duplication des efforts, mais, ce qui est plus important, à réévaluer le rôle de l'industrie dans l'économie et, ce faisant, dans la coopération pour le développement.

Comment les PMA peuvent-ils eux-mêmes être plus directement associés au processus de coordination? Par quels moyens cette capacité nationale de coordination peut-elle être renforcée?

Quel est le rôle souhaitable des organisations internationales, et en particulier de l'ONUDI, dans le processus de coordination?

Quel est le meilleur moyen d'associer le secteur industriel privé à ces processus?

Dans quelle mesure la faible proportion de l'APD consacrée à l'industrie est-elle une conséquence d'une mauvaise coordination, et dans quelle mesure est-elle le reflet du faible rang de priorité accordé au développement industriel par les pays donateurs et/ou les pays bénéficiaires?

8/ Voir plus particulièrement les documents "Le rôle potentiel des projets d'aide publique au développement (APD) dans la promotion de l'industrie dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/3(SPEC.))", "Coordination de l'aide et développement industriel dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/8/SPEC.))" et "Appui international à l'industrialisation dans les pays les moins avancés (PMA) (ID/WG.515/5/SPEC.))" et (ID/WG.515/5/Corr.1(SPEC.)).

Comment peut-on accroître la prise de conscience de la communauté internationale aux problèmes de l'industrie dans les PMA et renforcer leur soutien à l'industrialisation de ces pays?

Les projets réalisés dans les PMA par les organismes internationaux et bilatéraux exigent toute une gamme de produits manufacturés. Les projets d'infrastructure, par exemple, demandent des matériaux de construction tels que ciment, briques, béton, bois, mais aussi de la peinture et des objets mobiliers divers. En principe, les projets des donateurs doivent être intégrés au plan de développement à long terme afin de stimuler la capacité du secteur manufacturier des PMA. Dans la pratique, une partie importante, sinon la majeure partie, des produits manufacturés utilisés pour les projets d'aide, est importée. Pour encourager l'emploi des produits manufacturés locaux et des ressources locales, il est nécessaire d'adopter des mesures d'information et de promotion sur les possibilités et les contraintes de l'approvisionnement local, y compris de dresser l'inventaire des produits fabriqués par les industries locales.

Comment le potentiel d'approvisionnement local des PMA peut-il être mieux exploité par les projets d'aide en vue de réduire le contenu d'importation de ces projets?

9. RESUME ET CONCLUSIONS

Ce document doit servir de base de discussion à l'Atelier sur l'industrialisation dans les pays les moins avancés qui se tiendra à Vienne du 19 au 23 août 1991. Cet atelier doit aboutir à un plan d'action industriel pour les PMA qui sera soumis à la Conférence générale de l'ONUDI en novembre 1991.

Le plan d'action industriel a pour but de fournir des lignes directrices pour les stratégies d'industrialisation des PMA dans les années à venir. Il abordera nombre des questions soulevés dans les documents de référence et résumés ici. Ces questions comprennent le rôle du secteur manufacturier dans le développement socio-économique et les mesures qui sont les mieux à même d'encourager ce développement, la meilleure utilisation des effets d'entraînement et l'encouragement de l'investissement étranger direct, ainsi que la valorisation des ressources humaines et la création d'un esprit d'entreprise et la formation de chefs d'entreprise locaux. Une dernière série de questions concerne la coopération internationale pour l'industrialisation des PMA et son intensification en faveur du développement socio-économique à long terme, dans lequel l'industrie joue un rôle essentiel.